



Garde-barrières et trains qui passent...

Depuis une dizaine d'années, un débat passionné* sur le libre accès (barrière mobile plus ou moins importante, voire pas de barrière du tout) aux articles des revues de sciences humaines et sociales anime le monde de la recherche, les rédactions des revues et les éditeurs qui les accompagnent.

On ne disputera pas le bien-fondé d'une position qui entend rendre à la communauté des chercheurs et à un public plus étendu ce que les deniers publics ont largement contribué à produire : un bien commun qu'il s'agit de partager et de faire plus vivement rayonner. On enregistre avec intérêt l'argument selon lequel la présence des revues sur des portails, par les recettes générées et malgré la progressive gratuité des contenus, affermit les revues papier.

En revanche, les embardées de certains partisans du libre accès intégral méritent bien qu'on les rembarrent – cordialement. Ici l'universitaire québécois Jean-Claude Guéron, armé d'une verve aussi cohérente que sarcastique. Notre moderne l'assène sans ambages : tenir à la forme revue aujourd'hui, c'était avant-hier s'accrocher au scriptorium quand l'imprimerie allait le frapper d'obsolescence. Haro donc sur les ringards qui craignent la mise à mort de la revue, haridelle exténuée ! Ce ringard tout particulièrement français, empêtré dans son « exception culturelle », encombré par son fétichisme de la revue, rate le marchepied de la modernité : le train du futur file sans lui. Pas d'exception qui tienne à la juste règle fixant comme horizon suave « la fonction communication en contexte de la recherche » (sic).

Bon d'accord, mais d'où tient-il qu'une revue ne serait que la somme des articles qu'elle publie ? Est-il absolument certain – après tout c'est un universitaire, il a dû y réfléchir – que l'objet-revue s'épuise dans la délivrance de son contenu ? Par parenthèse, la position de notre Moderne a un fumet d'archaïsme : la communication serait donc transparente à elle-même ?

Pourtant faut-il ne jamais s'être mêlé de revues pour ne pas être perclus des questions que chacune ne cesse de se poser, de résoudre avant de se les poser encore : de son titre à son format, de sa maquette à son écriture, de toute la somme du paratexte qui la signe, de cette bobine de choix déroulée par un travail en commun avec ses plaisirs, ses tensions, ses rôles et ses tâches... Une idiosyncrasie. Une silhouette. Une allure. J'imagine sans peine que notre universitaire des Amériques sait tout cela mais il le tient pour rien.

Quoi qu'il en ait, ces riens essaient en une diversité à la fois féconde et plaisante, qui fait qu'une revue n'est jamais le décalque d'une autre, qu'une discipline se décline en multiples publications (voisines, sœurs, concurrentes, complémentaires) riches de leur musique propre : le Salon en déroule une partition partielle et éphémère. La revue est morte ! Alors que vivent les 70, 80, 100 peut-être nouvelles revues papier, numériques, hybrides dont 2016 accouchera.

André Chabin

* avivé par le projet de loi gouvernemental « Pour une république numérique » voté par le parlement au premier trimestre 2016. *La Revue d'histoire moderne et contemporaine* (2015/5) consacre tout un numéro à cette question et expose des propositions contradictoires.